

Dans ce numéro

À l'issue du dernier appel à propositions du programme URB-AL (avril 2006), 11 nouveaux projets communs ont été sélectionnés: 6 projets de type A et 5 projets de type B. Les coordinateurs de ces projets, en collaboration avec leurs partenaires, ont déjà commencé à mener à bien leurs activités. On trouvera dans ce numéro une brève présentation de plusieurs d'entre eux.

C'est également un plaisir de présenter l'expérience de Stuttgart. Après avoir coordonné pendant 3 ans le réseau URB-AL 8 «Maîtrise de la mobilité urbaine», Stuttgart a décidé de poursuivre le travail avec ses partenaires en créant le réseau «Cities for Mobility».

L'Observatoire de la coopération décentralisée locale UE-AL (OCD) continue à réunir toutes les informations sur ce thème et à développer sa base de données ainsi que ses cours de formation. Diverses publications complètent son travail.

Pour sa part, le Centre de documentation du programme URB-AL (CDPU) a dispensé le deuxième cours de formation destiné aux coordinateurs des projets communs URB-AL. Ce cours, qui a répondu aux attentes des participants, a eu lieu à Valparaíso en octobre 2006. Par ailleurs, le travail de compilation des bonnes pratiques est en bonne voie et sera présenté par le CDPU à la fin de l'année en cours.

Le programme URB-AL, avec ses 13 réseaux thématiques et ses 188 projets communs, offre de nombreux exemples de bonnes pratiques. Ce sont toutes ces expériences qui ont été présentées au cours de la réunion de Rosario, organisée par la Commission européenne, pour assurer la visibilité du programme et de ses résultats, ainsi que pour réfléchir à la contribution des politiques locales et régionales à la cohésion sociale et territoriale.

Vittorio TONUTTI

Office de coopération EuropeAid –
Chef de secteur - unité B2

**LETTRE D'INFORMATION
DU PROGRAMME URB-AL,**
programme horizontal de
coopération décentralisée de
la Commission européenne,
destiné aux villes,
agglomérations et régions de
l'Union européenne et
d'Amérique latine



COMMISSION EUROPÉENNE
EuropeAid
Office de Coopération
Direction Amérique latine



Valparaíso. Vue de la ville depuis la mer.

PROJETS COMMUNS SÉLECTIONNÉS

APPEL À PROPOSITIONS – 30 AVRIL 2006 (RÉFÉRENCE EUROPEAID/I13113/C/G)

Coordination des projets communs

| PROJETS COMMUNS DE TYPE A | | | |
|-----------------------------------|------|--|--------------|
| Entité coordinatrice sélectionnée | Pays | Titre du projet | N° du projet |
| Municipalidad de Esbjerg | DK | E-Presupuesto; Tecnologías de la Información y las Comunicaciones (TIC) como herramienta para fomentar la participación pública en la gobernanza municipal | R9-A2-06 |
| Municipalidad de Monobamba | PE | Cultura, relaciones étnicas y derechos humanos como intervención integrada en el contexto del presupuesto participativo en Municipalidades Rurales | R9-A3-06 |
| Ayuntamiento de Córdoba | ES | Mi pymes para todos | R13-A4-06 |
| Diputación Provincial de Huelva | ES | ALFA: Sociedad de la información y desarrollo local | R13-A9-06 |
| Intendencia de Colonia | UY | Escuelas seguras. Promoción de buenas prácticas en convivencia escolar a nivel local | R14-A1-06 |
| Municipalidad de Peñalolén | CL | Espacios públicos y cohesión social | R14-A3-06 |
| PROJETS COMMUNS DE TYPE B | | | |
| Entité coordinatrice sélectionnée | Pays | Titre du projet | N° du projet |
| Comune di Roma | IT | LA.DES - Laboratorios de Desarrollo Sostenible | R6-B3-06 |
| Comune di Arezzo | IT | DESURBAL: implementaciones de estrategias de comunicación/sensibilización y realización de actividades piloto para mejorar el impacto de la gestión de los desechos sólidos urbano en términos de reducción de los gastos socioeconómicos y de respeto por el medio ambiente | R6-B4-06 |
| Prefeitura de Porto Alegre | BR | Sistema Intermunicipal de Capacitación en Planificación y Gestión Local Participativa | R9-B1-06 |
| Municipalidad de Independencia | PE | Gobiernos locales promueven la autodeterminación de las mujeres a través de la inclusión laboral | R12-B3-06 |
| Municipalidad de Valparaíso | CL | Observatorio Latinoamericano de Seguridad Ciudadana | R14-B2-06 |

PROJETS A

Municipalidad de Monobamba: «Intégration: culture, relations ethniques et droits de l'homme comme intervention intégrée dans le contexte du budget participatif dans les communes rurales»

Le séminaire inaugural du projet commun, organisé du 25 février au 1er mars 2007 dans la ville de Monobamba (Pérou), a réuni les partenaires du projet commun et quelque 120 représentants de 30 collectivités locales du Pérou et d'autres pays d'Amérique latine.

L'objectif général du projet est d'analyser les expériences développées dans les villes participantes, où les disparités socio-économiques et la fragmentation sociale constituent des obstacles à la mise en œuvre des processus d'intégration locale, tels que le budget participatif.

Julio César Mungi Nuñez, Maire de la Municipalidad de Monobamba, était chargé de l'ouverture de ce séminaire. Divers représentants des partenaires ont ensuite pris la parole. L'Ayuntamiento de Santa Cristina D'Aro (Espagne), la Prefeitura Municipal de Campina Das Missoes (Brésil), l'illustre Municipalidad de Cantón Mejía (Équateur), la Comune di Roma (Italie) et l'Universidad Nacional del Nordeste (Argentine) ont fait part de leurs expériences.

Par la suite, José Castillo Farneschi, coordinateur du projet commun, a fait le point sur le développement du projet en expliquant tous les aspects liés à l'administration et aux finances: la conclusion d'importants accords avec les partenaires, la conformité aux objectifs de la philosophie d'URB-AL, le respect du principe d'horizontalité et la coordination des activités menées au cours des deux années de développement du projet.

Lors sa présentation, Francisco Osorio Ibarra, conseiller en coopération et relations internationales de la commune coordinatrice, a évoqué la nécessité d'élargir et d'approfondir la participation de la population tout en mettant l'accent sur l'importance des programmes de coopération, comme le programme URB-AL, pour le développement de la coopération internationale entre les villes européennes et latino-américaines. Il a également souligné le fait que la pluralité est une merveilleuse expression, à la base de la durabilité économique et politique, que la pluralité démocratique constitue un dialogue libre et démocratique entre l'Europe et l'Amérique du Sud, en insistant sur le fait que cette rencontre entre municipalités est la négation dialectique de la culture de la guerre, de la violence et de la mort que connaît aujourd'hui l'humanité. ■

Esbjerg Kommune: «eBudget: les technologies de l'information et des communications (TIC) comme outils pour encourager la participation publique à la gouvernance municipale»

Du 4 au 8 décembre 2006, Esbjerg Kommune (Danemark) a organisé le séminaire marquant l'ouverture du projet qu'elle coordonne et a accueilli des représentants des municipalités partenaires de Fernando de la Mora (Paraguay), Independencia (Pérou), Mocorito (Mexique), Conchalí et El Bosque (Chili), Santa Cristina d'Aro (Espagne), ainsi que le Transnational Institute (Pays-Bas) en sa qualité de partenaire externe.



Esbjerg. Participants au Séminaire d'ouverture à Bruxelles.

L'idée sous-jacente au projet est d'évaluer et de déterminer comment l'introduction des TIC dans les administrations locales peut véhiculer

et renforcer les processus de budget participatif de décentralisation au niveau municipal et, à long terme, mettre en place des mesures de démocratie participative plus durables.

Compte tenu du fait qu'actuellement, dans le monde, les TIC sont considérées non seulement comme un facteur important de la croissance économique et de l'emploi, mais aussi comme un puissant outil d'amélioration des services publics et une participation efficace des citoyens à la démocratie, le projet de eBudget semble pertinent et d'actualité.

Les objectifs du projet reflètent clairement le développement général de la situation ainsi que l'éventail des activités et des initiatives menées tant au niveau national qu'international; l'initiative i2010 de l'Union européenne, qui met notamment l'accent sur les services administratifs en ligne, et l'initiative latino-américaine eLAC 2007, qui est le plan d'action régional sur la société de l'information en faveur de l'Amérique latine et des Caraïbes, en sont deux exemples.

Conscient que les villes participant au projet font face à des réalités différentes, celui-ci envisage d'élaborer, par l'intermédiaire d'une série d'enquêtes portant sur les initiatives de eBudget déjà existantes, des études locales SEPO (Succès, Échecs, Potentialités, Obstacles) et de faisabilité et d'acquérir un savoir-faire novateur et pertinent; le but étant de formuler des propositions concrètes pour renforcer autrement la participation publique aux processus de budget participatif locaux au moyen des TIC. En outre, ce projet vise à formuler des suggestions sur la façon dont les TIC peuvent contribuer à instaurer une véritable communication entre les citoyens et les fonctionnaires et politiques des administrations locales. ■

Ayuntamiento de Córdoba: «Mi-Pymes para todos: une stratégie conjointe visant à encourager et à faciliter la création d'entreprises au moyen des nouvelles technologies»

Le projet est coordonné par l'Ayuntamiento de Córdoba, Espagne. Les villes partenaires partageant les objectifs de ce projet dans le cadre du programme URB-AL sont les suivantes: Córdoba (Espagne), Vila Real de Santo Antonio (Portugal), Tenerife (Espagne), Colonia (Uruguay), Riobamba (Équateur), Coinco (Chili), Maule (Chili), Guadalajara (Mexique), Vitória (Brésil).

La stratégie de «Mi-Pymes para todos» consiste à répondre à certaines nécessités communes recensées dans les régions participant au projet, à savoir:

1. Absence d'esprit d'entreprise chez les jeunes.
2. Absence de formation à la gestion d'entreprise (ignorance quant à la manière de réaliser un plan d'entreprise, indispensable à la consolidation des entreprises).
3. Absence de ressources financières chez le groupe cible (jeunes au chômage), ce qui implique, dans de nombreux cas, un obstacle difficilement surmontable à l'entrepreneuriat.
4. Manque de formations en TIC dans certains cas et/ou d'appui institutionnel en faveur des projets technologiques.

Ainsi, le principal objectif de l'action est de mettre en place une méthodologie commune, basée sur les nouvelles technologies de l'information, qui permettra d'encourager l'emploi indépendant dans les groupes sociaux confrontés à des problèmes particuliers d'insertion, comme les femmes, les jeunes, les chômeurs âgés de plus de 40 ans et les personnes handicapées.

C'est pourquoi cette action organise, entre autres activités, le développement d'outils informatiques pour la formation virtuelle à l'élaboration de plans d'entreprise; la formation de techniciens qui aideront l'entrepreneur grâce à l'utilisation des nouvelles technologies; et la conclusion de partenariats avec des entités financières qui faciliteront l'accès au financement dans des conditions préférentielles pour les projets d'entreprises les plus intéressants du point de vue technologique.

En développant ce projet, les autorités publiques démontrent leur détermination à faire face au défi commun qui consiste à encourager l'esprit d'entreprise et l'accès aux nouvelles technologies comme formes d'insertion sur le marché du travail, améliorant ainsi la confiance des chefs d'entreprise envers les institutions publiques. ■



Córdoba. Logo du projet.

Diputación de Huelva: «ALFA – Société de l'information et développement local»

ALFA est un projet dont l'objectif est de renforcer la capacité des fonctionnaires des collectivités locales en Amérique latine, dans les domaines liés au développement local, et ce par la mise en œuvre de services de conseil en développement local au moyen des TIC (technologies de l'information et de la communication).

Ce projet est coordonné par la Diputación de Huelva qui travaille en coopération avec la ville d'Athènes (Grèce) et les partenaires bénéficiaires suivants en Amérique latine: Concepción (Chili), Pergamino (Argentine), Cuenca (Équateur) et Santa Tecla (El Salvador). La formation envisagée dans le cadre de ce projet sera dispensée directement aux agents

des collectivités locales chargés du développement local.

De même, une campagne sera menée auprès de l'encadrement supérieur pour lui faire comprendre à quel point il importe de soutenir les initiatives de formation de ce type. Les bénéficiaires indirects seront les petits producteurs, les coopératives, les associations, etc., qui profiteront des services de conseil que leurs apporteront les TIC et les fonctionnaires formés.

Ce projet poursuit plusieurs objectifs:

- Établir un réseau de collectivités locales européennes et latino-américaines qui échangeront des informations sur le développement local et le conseil aux petits producteurs ruraux au moyen des TIC.
- Doter les villes bénéficiaires d'infrastructures qui permettront de

former les fonctionnaires des collectivités locales.

- Élaborer des études sur la possibilité d'instaurer un futur service de conseil pour le développement local, accessible en ligne, par l'utilisation d'outils associés aux TIC.
- Accroître les capacités institutionnelles des entités latino-américaines pour gérer la transition et l'adaptation à la société de l'information.

Les résultats escomptés sont les suivants : création de salles de téléformation, développement de la plateforme de téléformation, formation d'agents de développement local et d'animateurs par l'intermédiaire d'initiatives de téléformation, étude technique pour la future mise en œuvre des services au citoyen basée sur les TIC et échange d'expériences et de bonnes pratiques. ■

Intendencia Municipal de Colonia: «Écoles sûres»

La Intendencia Municipal de Colonia (Uruguay) coordonne le projet, auquel participent également les partenaires suivants: Municipalidad de Quilpue (Chili), Municipio de Acajutla (El Salvador), Diputación provincial de Jaén (Espagne) et Associação de Municípios do Vale do Ave (Portugal).

Généralement, le problème de la violence à l'école est abordé de manière individuelle, c'est-à-dire qu'on identifie un agresseur, qu'on le stigmatise et qu'on l'isole du reste de la collectivité scolaire par des sanctions ou des thérapies individuelles. La violence à l'école résulte toutefois d'une relation sociale; l'expression de la violence n'est pas nécessairement un état permanent dans la conduite ni une pathologie individuelle et souvent les comportements agressifs correspondent pour le sujet à une manifestation de connaissance de son entourage et des autres et à un «besoin» de recherche d'identité et de reconnaissance de la part de ses pairs.

Dans le cadre de ce scénario, une multiplicité d'acteurs apparaissent qu'il s'agit d'intégrer lorsque le moment est venu

d'analyser le problème de la violence scolaire, car leur marginalisation pourrait conduire à l'échec des actions entreprises ou à l'escalade des conflits entre les différents acteurs de la collectivité scolaire.

Une autre évaluation importante concerne le fait de penser l'école comme une source importante de socialisation, dans laquelle les jeunes reçoivent à la fois une formation académique et des valeurs, un sens de l'appartenance, adoptent des rôles sociaux, qui constituent la base de leurs relations sociales présentes et futures. C'est pourquoi il est fondamental d'intégrer cet espace dans les initiatives de prévention des comportements à risque.

Le présent projet vise à améliorer et à promouvoir la coexistence des différents acteurs qui composent la communauté scolaire par la systématisation, la diffusion et la promotion des bonnes pratiques au niveau local dans les pays partenaires européens et d'Amérique latine. C'est grâce à l'établissement d'un diagnostic des dynamiques de coexistence de deux écoles de chaque ville partenaire qu'on définira les problèmes liés aux comportements à risque, violents et/ou délictueux donnés dans le cadre scolaire. Ensuite on rassemblera et on systématisera les expé-



Colonia. Elèves.

riences couronnées de succès dans la prévention des délits et de la violence en milieu scolaire, en rapport avec les problèmes décelés, pour finir par élaborer un matériel didactique dans chaque école qui permette de diffuser la coexistence sûre et intégratrice dans les établissements d'enseignement locaux.

L'objectif est de diagnostiquer le climat de coexistence existant dans différentes écoles au niveau local et, par ce biais, de mettre en évidence et de renforcer les bonnes pratiques dans la prévention des délits et la diminution de la violence afin de promouvoir une coexistence sûre à l'intérieur des écoles. ■

«Rosario SUMA», projet en faveur de la cohésion sociale et territoriale. Inauguration du Centre sportif et culturel et du parc Hipólito Yrigoyen

Le projet «Rosario Suma. Un nouveau regard pour une solution urbaine» a été coordonné par la ville de Rosario (Argentine) et fait suite au réseau n° 7 «Gestion et contrôle de l'urbanisation».

Le projet **Rosario Suma** vise à élaborer des stratégies d'aménagement urbain, d'intégration sociale et d'articulation territoriale qui incluent le réaménagement d'espaces délabrés afin d'améliorer la qualité de vie et les conditions environnementales des villes. Deux axes de travail ont été définis en fonction de cet objectif général.

D'une part, un projet visant à réhabiliter des espaces publics abandonnés et non contigus a été mis sur pied dans chaque collectivité partenaire (Lleida, Regione Autonoma della Sardegna, São Paulo, Montevideo) à la suite d'un appel à propositions entre villes partenaires, dont l'objectif était de définir les conditions à respecter pour les différents projets. Une proposition a été retenue pour chaque ville.

Dans le cadre de ce premier axe de travail, les partenaires ont élaboré, à la suite de discussions, un «document stratégique sur la réhabilitation d'espaces délabrés et hétérogènes», publié comme document final du projet.

Le projet Rosario SUMA s'est concentré, d'autre part, sur la mise en œuvre d'une stratégie d'action dans la ville coordinatrice en vue de revitaliser le secteur du parc **Hipólito Yrigoyen**. L'action visait à réaffirmer et à consolider le caractère d'espace public du parc, à concevoir une politique de réaffectation urbaine afin d'orienter l'agencement du parc, à favoriser la vocation sociale de celui-ci et à encourager la population à se rencontrer dans son enceinte.

Le parc Hipólito Yrigoyen a une superficie d'environ 17 hectares. La Municipalidad de Rosario a élaboré un projet pour l'ensemble du parc qui inclut la réhabilitation progressive des espaces et des bâtiments, la restauration et la remise en état

de vieux hangars ferroviaires, l'affectation des bâtiments disponibles à de nouveaux usages ainsi que l'intégration au projet de bâtiments de valeur historique ou architecturale par leur restauration et réhabilitation. L'intervention du projet Rosario SUMA comprend la première étape du plan global du parc, qui porte sur 6 hectares.

Les actions réalisées pour la revitalisation urbaine dans cette zone du parc sont les suivantes: plantation d'arbres et travaux de paysagisme, installation d'équipements (2 secteurs équipés de jeux pour enfants, chaises en ciment disposées dans divers endroits du parc, poubelles, signalétique et panneaux), nouvel éclairage, système d'arrosage intégral pour l'entretien des zones vertes et des nouvelles plantes, aménagement de sentiers pour piétons et pose d'un revêtement de sol (il est prévu d'aménager un sentier tout à fait lisse qui permette le passage de fauteuils roulants).

Par ailleurs, un bâtiment de valeur architecturale situé dans l'enceinte du parc a en outre été restauré pour être transformé en **Centre sportif et culturel**.

Le **centre** dispose d'installations destinées à la pratique de divers sports: football, football en salle, volley, handball et basket. Par ailleurs, il abrite un centre de services avec bureaux et vestiaires et une salle polyvalente pour l'organisation d'activités culturelles. Le fonctionnement du **centre** permet aux institutions et aux clubs déjà présents dans le parc de poursuivre leurs activités, mais dans un cadre plus structuré, mieux équipé et géré conjointement avec la direction des sports de la Municipalidad de Rosario.

Le **centre sportif et culturel** a été inauguré le 26 septembre 2006. L'ensemble du chantier de revitalisation urbaine du parc Hipólito Yrigoyen mené à bien dans le cadre du projet Rosario SUMA a été inauguré le 4 décembre 2006 en présence du Chef de la Délégation de la CE en Argentine, l'Ambassadeur Gustavo Martín Prada, et du Maire de Rosario, Miguel Lifschitz.

La stratégie d'intervention dans le parc se double d'une série d'activités organisées pour encourager une partie de la population à investir le parc, à l'utiliser et à se l'approprier tout en le respectant. Parmi ces activités, il convient de citer une campagne de publicité et de sensibilisation auprès des voisins du parc, sous le slogan «*Le parc Hipólito Yrigoyen, un espace pour la famille*». En outre, le programme SEPARÉ a été mis en œuvre dans les environs du parc (tri des déchets recyclables, amélioration de l'hygiène urbaine, réduction du volume de déchets déposés dans des décharges...).



Rosario. Le Chef de Délégation de la CE en Argentine, l'Ambassadeur Gustavo Martín Prada, et la Secrétaire de planification de la Municipalité, Mirta Levin, inaugurant le Parc H.Yrigoyen.

Landeshauptstadt Stuttgart: Réseau de villes partenaires du projet «Cities for Mobility» pour promouvoir l'usage de transports urbains durables

En octobre 2006, la ville de Stuttgart a lancé le réseau mondial des villes «Cities for Mobility», au sein duquel collaborent étroitement des responsables d'administrations locales, des experts universitaires et d'instituts de recherche ainsi que des représentants du monde économique dans le but de créer et de développer ensemble de nouveaux modes de transport urbain qui se veulent durables.

Dans le cadre de «Cities for Mobility», des relations directes et durables se créent entre les membres et les partenaires du projet. L'objectif est de trouver ensemble des solutions aux problèmes quotidiens qui se posent dans le domaine du transport. Les thèmes abordés sont variés et vont de la promotion du vélo comme mode de transport public aux nouvelles technologies visant à réduire les émissions polluantes.

La stratégie globale de «Cities for Mobility» s'articule autour de quatre axes principaux:

- Le renforcement de la coopération entre les membres du réseau URB-AL n° 8, *Maîtrise de la mobilité urbaine*, qui ont contribué, ces dernières années, au développement de ce réseau et ont mené à bien des projets intéressants visant à améliorer les systèmes de transports urbains. Il est ressorti des enquêtes et, dans certains cas, des réunions annuelles que les membres souhaitent poursuivre la coopération décentralisée à l'issue de la deuxième phase du programme URB-AL. Les projets menés à bien grâce au réseau se sont caractérisés non seulement par un intense échange d'expériences et d'informations entre les partenaires des projets, mais aussi par des concepts à forte valeur ajoutée qui se sont adaptés à la réalité de chacune des zones urbaines concernées et ont bénéficié à la population locale. Parmi les partenaires, nombreux sont ceux qui maintiennent, même après la fin des activités, des relations durables avec leurs homologues, échangeant régulièrement des nouvelles sur des thèmes d'actualité et de nouvelles idées de projets.

- L'ouverture du réseau à d'autres villes et institutions actives dans le domaine du transport urbain afin de renforcer le caractère international de «Cities for Mobility». De fait, ce sont quelque 300 villes, entre-

prises et ONG de 38 pays qui participent au réseau.

- La participation du secteur privé: les investissements consentis par le secteur privé dans les technologies liés aux transports, en vue de garantir la durabilité de ce secteur à long terme notamment, sont indispensables pour garantir des systèmes de transport urbain efficaces et durables. Pour asseoir le réseau «Cities for Mobility» sur une base financière durable, la mairie a décidé de créer la catégorie de «partenaire Premium». Aux prestations destinées aux membres s'ajoutent, pour les entreprises relevant de cette catégorie, des prestations spéciales leur permettant de se présenter sur un site internet, de réaliser des publications et de participer aux activités du réseau. Par ailleurs, ces entreprises sont encouragées à participer activement, en apportant une contribu-

tion tant sur le plan financier que sur celui du contenu. Deux entreprises ont d'ores et déjà adhéré à la catégorie «Premium». Grâce à ce système, de nouvelles possibilités de financement de projets et de congrès voient le jour. En effet, les petites ou moyennes municipalités des pays en développement ne disposent pas de moyens suffisants pour mener à bien toutes seules des activités de coopération transfrontalière.

- La création de bureaux de coordination pour les différentes régions qui seront gérés par les municipalités. L'objectif de ce type de bureaux est de décentraliser le travail de coordination et d'intensifier les activités dans différentes régions du monde.

Le premier congrès annuel a eu lieu à Stuttgart les 11 et 12 juin 2007. Il a porté sur trois thèmes (nouveaux moteurs hybrides plug-in, évolution en matière de promotion du vélo comme mode de transport alternatif et gestion de la mobilité lors de grandes manifestations sportives). Les ateliers se sont focalisés sur des aspects pratiques et ont servi à élaborer des propositions de projets entre les membres (www.cities-for-mobility.org) ■

Tramway de Stuttgart



Comune di Roma: «La.De.S» - Laboratoires de développement durable

Outre la Comune di Roma, à la tête du projet, les villes partenaires sont Cuzco (Pérou), Moyobamba (Pérou), Tres de Febrero (Argentine), Guanajuato (Mexique) et Alicante (Espagne). Toutes ont participé à la phase A. L'observatoire du milieu urbain (OMAU), dont le siège est à Málaga (Espagne), aura le statut de membre externe au cours de cette nouvelle étape.

Dans le cadre du projet de type A intitulé «Nouveaux modèles de développement urbain intégré pour la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel», les villes partenaires ont élaboré conjointement un modèle intégré de développement urbain qui, en vue de valoriser le patrimoine naturel et culturel, a tenu compte des facteurs clés du développement d'un territoire, qu'ils soient économiques, sociaux, culturels et environnementaux, ainsi que des ressources matérielles et humaines disponibles dans la région. L'objectif est de réduire les différences entre la croissance et le développement et de garantir une plus grande durabilité et cohésion sociale. A cet effet, une méthode flexible a été adoptée, qui permet de comparer les différences géographiques, territoriales, politiques, démographiques et sociales des sept villes concernées, de manière à éviter de cantonner les particularités propres à chacune dans un schéma trop rigide. Un modèle théorique général, transposable et adaptable à la réalité locale en fonction des particularités et des ressources territoriales disponibles, a donc été élaboré.

Dans le même ordre d'idées, le projet La.De.S. vise à mettre en œuvre le modèle de développement urbain intégré dans les zones de Cuzco et de Rome, et à soutenir l'élaboration technique des projets menés dans les zones des quatre villes partenaires que sont Alicante, Guanajuato, Tres de Febrero et Moyobamba. Parallèlement, il est prévu de renforcer les compétences et le savoir-faire des autorités locales de ces partenaires en créant un laboratoire de développement durable au siège de l'OMAU afin de définir des processus de développe-

ment urbain intégré et durable.

Le projet prévoit en particulier:

1. La réaffectation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel
 - du Distrito de San Jerónimo à Cuzco (Pérou), par la gestion des inondations, la réhabilitation de la rivière Cloaca, la préparation du jardin ethnobotanique, la remise en état ou la réutilisation de la station d'épuration existante.
 - du parc urbain Ex Snia Viscosa à Rome (Italie), par la remise en état du théâtre à ciel ouvert, en recourant à l'architecture biologique et à un système photovoltaïque; réaffectation des zones vertes.
2. Un support technique et scientifique aux projets de réaffectation et de valorisation naturelle et culturelle dans les domaines propres à chacune des quatre villes partenaires:
 - Alicante: réalisation des travaux de restauration paysagère dans le jardin du quartier Juan XXIII.
 - Guanajuato: danger environnemental dans cette ville, déclarée patrimoine de l'humanité: restructuration, réhabilitation, préservation et développement du couloir écologique/de l'unité naturelle «Chinchidaro - Presa de la Olla».

— Moyobamba: réhabilitation du précipice «Barrancos», intégré à l'activité urbaine en tant qu'espace naturel et culturel.

— Tres de Febrero: étude préliminaire de faisabilité pour la création de la réserve naturelle urbaine du ruisseau Morón.

3. Le développement de compétences et du savoir-faire des partenaires du projet pour la création des processus de développement urbain intégré et durable.

4. La création d'un laboratoire d'échanges sur le développement durable au sein de l'observatoire de l'environnement urbain (Málaga) visant à lancer un débat sur les quatre thèmes autour desquels s'articule le projet: traitement de l'eau, paysagisme et environnement, énergies renouvelables et participation de la population locale.

Le projet mettra un terme à ses activités en octobre 2008, après la fin des travaux de Cuzco et de Rome et l'aboutissement des études préliminaires de faisabilité des régions dans lesquelles sont situées les villes partenaires. Le projet permettra, en outre, de mener une réflexion critique et constructive sur la programmation intégrée et la durabilité urbaine en Europe et en Amérique latine. ■

Roma. Brochure qui illustre le projet.



Comune di Arezzo: «DESURBAL»

La Communauté urbaine de Lille Métropole et 5 villes latino-américaines participent à ce projet, coordonné par la Comune di Arezzo: il s'agit de Surco (Pérou), Cuenca (Equateur), General Pico et Tres de Febrero (Argentine) et Arica (Chili). L'ONG UCODEP participe en qualité de membre externe.

Le projet «DESURBAL – mise en œuvre de stratégies de communication et de sensibilisation et réalisation d'activités pilotes afin d'améliorer l'impact de la gestion des déchets solides urbains dans un objectif de réduction des coûts socio-économiques et de respect de l'environnement» vise à augmenter la qualité de vie dans les villes latino-américaines et européennes participantes, en réduisant la production de déchets dans les décharges et en améliorant les systèmes de tri sélectif.

Il est prévu de procéder à un échange d'expériences et de bonnes pratiques dans le domaine de la gestion des déchets urbains et d'intervenir dans le cycle de gestion des déchets en mettant en place des activités de renforcement des capaci-

tés et d'échange d'expériences ainsi que des activités pilotes.

Dans le domaine de la communication et de la sensibilisation des citoyens, il est prévu de partager les expériences développées par la ville de Lille. Cela permettra de mettre au point une stratégie de communication partagée et adaptée à la réalité de chaque ville partenaire, axée sur l'organisation, dans chacune des villes, d'une campagne spécifique et d'une manifestation publique à laquelle participeront les écoles et la population locale. Par ailleurs, une exposition permanente traitant de l'importance du recyclage et de la réutilisation sera mise sur pied à Arezzo et une manifestation sera organisée pour sensibiliser le public aux déchets, à leur utilisation alternative et à leur traitement.

Enfin, une campagne de sensibilisation spécifique sera lancée dans un quartier multiethnique de Lille.

Dans le domaine de la gestion, des activités pilotes seront organisées dans les cinq villes latino-américaines pour améliorer la collecte sélective et le recyclage des déchets: achat de conteneurs et d'autres équipements destinés à la collecte sélective, traitement des eaux usées, amélioration du système de collecte et du compostage de déchets organiques. Chaque projet pilote se doublera d'une campagne d'information et de sensibilisation du public spécifique. Les objectifs des cinq

projets pilotes sont les suivants:

1. Arica: réduire le volume de déchets déposés dans la décharge municipale de la communauté (équivalent à 10 kg/habitant/an).
2. Cuenca: renforcer le tri et la collecte de déchets organiques, gérer le traitement quotidien de 21 tonnes par jour et augmenter la production de compost.
3. General Pico: renforcer l'efficacité de l'usine de recyclage de matériaux triés.
4. Santiago de Surco: développer la collecte sélective. Le projet pilote porte sur les nouveaux quartiers, qui représentent environ 10 % de la population urbaine. Le volet technique du projet prévoit 20 conteneurs et un véhicule pour leur collecte.
5. Tres de Febrero: promouvoir le développement de la collecte sélective de manière à réduire la quantité de déchets dans la décharge. Le placement de conteneurs dans les quartiers pour la collecte sélective a pour objectif de modifier le comportement des citoyens et de les inciter à avoir une attitude plus responsable en matière de tri des déchets.

Afin de consolider les capacités de programmation et de gestion des villes latino-américaines partenaires, les projets industriels des six villes concernées seront mis à jour et adaptés de manière à réduire leur incidence sur l'environnement. Des actions de formation destinées aux fonctionnaires du service de gestion des déchets de ces six villes seront mis sur pied afin d'optimiser le cycle de traitement des déchets, le suivi des dépenses et des recettes ainsi que le choix des systèmes de tarification les plus adaptés. Les instruments et les méthodes d'analyse des déchets, éléments clés d'une gestion efficace des déchets urbains, seront mis à disposition des participants locaux au projet. Les activités seront consolidées à travers un échange d'expériences et de documents par internet (www.urbal-arezzo.net).

Arezzo. Elèves qui visitent la centrale de traitement des déchets de la ville.



Porto Alegre: «Système intermunicipal de renforcement des capacités dans le domaine de la planification et de la gestion locale participative»

Les villes sont une source d'émerveillement constant. Ce constat découle de l'interprétation du phénomène urbain le plus évident qui soit: la possibilité quotidienne d'observer des personnes, des marchandises, des véhicules et tout ce qui circule et se produit dans les villes. C'est dans la ville, structure collective à la fois cause et conséquence de l'existence humaine, que se déroule l'expérience de gouvernance locale la plus vaste et importante dans laquelle l'humanité se soit engagée. C'est là que le citoyen vit, inscrit son existence, élabore et enracine ses valeurs culturelles. C'est dans la ville que les individus élaborent et développent un sentiment d'appartenance. C'est donc à partir de la ville comme expression et synthèse d'une communauté que se créent les modèles de la démocratie participative et de la gouvernance solidaire.

Un nouveau comportement des citoyens vis-à-vis des structures de l'État a vu le jour. Ceux-ci exigent une nouvelle conception de l'État, fondée sur les principes de territorialité, de transversalité et de transparence, qui permette à terme la création d'un nouvel espace démocratique source de paix.

Le budget participatif, une expérience de participation citoyenne au budget public.

Porto Alegre est aujourd'hui la métropole brésilienne disposant de la plus longue expérience de démocratie participative en matière budgétaire. Au début des années 80, certaines municipalités brésiliennes ont fait l'expérience de la démocratie participative pour la gestion des villes. Porto Alegre est celle dont l'expérience a été le plus médiatisé et c'est donc sur la base de ce modèle qu'un nombre croissant de villes mettent en œuvre le système de budget participatif. La participation des citoyens, dans le cadre du conseil du budget participatif, permet au conseil municipa-

l d'élaborer le budget participatif et son plan d'investissements à partir d'un programme de discussions relatives aux projets et aux besoins des différentes communautés faisant partie de la municipalité. Il s'agit d'un grand travail de coordination entre communautés poursuivi par les derniers gouvernements, qui consacre un formidable esprit communautaire présent dans la culture gaúcho et de Porto Alegre.

Un nouveau mode de gestion fondé sur la territorialité, la transversalité et la transparence

Pour relever le défi que représente un nouvel État capable d'associer les citoyens au débat et à l'élaboration des politiques publiques, il importe de définir un nouveau mode décisionnel et, par conséquent, un nouveau mode de gestion publique qui respecte les conditions et les valeurs communautaires propres à un territoire (territorialité). Il convient de faciliter les relations des citoyens avec ce nouvel État et de les rendre plus objectives en mettant l'accent sur la réalité objective du citoyen, d'éliminer les organisations sectorielles et départementales et de considérer les problèmes des citoyens sous plusieurs angles, tant particuliers que multisectoriels (transversalité). Enfin, l'utilisation croissante des technologies de l'information devrait assurer le suivi des processus, la mise en œuvre des projets et l'exécution des dépenses publiques (transparence). Il en résultera un dialogue renforcé entre les pouvoirs publics et les communautés, une utilisation optimale des ressources et la stimulation de synergies capables d'attirer des ressources supplémentaires, plus importantes que le budget public et avec de meilleurs résultats dans la mise en œuvre des politiques publiques.

L'information, la planification, la mise en œuvre ciblée et l'évaluation des résultats comme mode de participation populaire

L'information, comme modèle d'intégration, est essentielle au développement de la démocratie participative. Il convient, en effet, de souligner que le processus décisionnel est avant tout un processus fondé sur l'information. S'il y a un objectif à atteindre en priorité, c'est celui de permettre chaque jour à un nombre croissant de citoyens d'accompagner la planification des actions du gouvernement, en défendant leurs revendications formulées sous forme d'objectifs stratégiques pour les communautés et en permettant une exécution de plus en plus ciblée des politiques publiques grâce à l'observation et à l'évaluation des résultats par rapport aux intérêts communautaires et aux objectifs convenus entre le gouvernement et les communautés. ■

Municipalidad de Independencia: «Les collectivités locales encouragent l'émancipation des femmes à travers l'insertion professionnelle»

Le projet vise à permettre aux femmes de s'insérer sur le marché du travail en toute équité et en faisant valoir leurs droits et à élargir les compétences des femmes pour qu'elles accèdent au marché du travail dans des conditions plus favorables et plus équitables.

Dans la foulée du projet de type A, au cours duquel ont été réalisés des diagnostics rassemblant et systématisant les besoins et les attentes des femmes en matière d'emploi, ce projet de type B «Les collectivités locales encouragent l'émancipation des femmes à travers l'insertion professionnelle» tente de concrétiser les résultats obtenus lors de la première phase en favorisant l'insertion des femmes sur le marché du travail dans des conditions d'équité.

En supposant que les collectivités locales sont en mesure de s'attaquer aux différents aspects de l'exclusion des femmes du marché du travail, l'objectif du projet est que ces instances mettent en œuvre des initiatives destinées à émanciper les femmes et à encourager leur participation active au développement économique et social de leur famille et de leur communauté.

En ce sens, il y a lieu de prévoir un espace rendant possible la mise en œuvre de programmes et/ou services permanents d'information, de formation et de conseil, ce qui permettra aux femmes d'accéder aux ressources nécessaires à leur participation réussie aux activités de production. Le travail direct avec les femmes sera complété par des services destinés à faciliter une répartition équitable des responsabilités entre les hommes et les femmes au sein des familles, ce qui suppose également que ces initiatives seront cohérentes et durables. En outre, des activités

entrepreneuriales seront développées dans certaines localités pour que les femmes puissent créer des revenus.

Le projet prévoit un renforcement institutionnel, qui permettra aux autorités municipales de concevoir et d'améliorer des politiques spécifiques dans ce domaine, de manière à pouvoir consacrer efficacement leurs ressources au développement de l'équité.

Les partenaires suivants participent à ce projet: Distrito de Independencia (Pérou), Distrito de Pueblo Libre (Pérou); Cantón San Carlos (Costa Rica); Municipio de San Pedro de Nonualco (El Salvador); Municipio de Santa Rosa de Copán (Honduras); Ayuntamiento de Gijón (Espagne), Ayuntamiento de Moncada (Espagne); Comune di Treviso (Italie).

Les partenaires du projet développent actuellement les premières activités prévues dans le plan d'action et procèdent à la phase préparatoire du premier séminaire international qui aura lieu à El Salvador et au cours duquel seront précisées les stratégies de programmation, les méthodologies et les engagements qu'adopteront les partenaires locaux dans le cadre du projet.

Le principal groupe de destinataires se compose de 13 509 femmes victimes de discriminations sur le marché du travail, elles sont originaires de cinq localités latino-américaines et de trois localités européennes et devraient recevoir des conseils et une

formation pour se réinsérer professionnellement. Il est également prévu de fournir des services complémentaires à 290 garçons et filles, de mener des campagnes d'information auprès de 51 500 habitants de ces localités sur des sujets tels que la conciliation, les droits des femmes et l'égalité des chances et de former 210 fonctionnaires municipaux aux politiques d'égalité. De manière indirecte, le projet profitera aux familles des femmes bénéficiant des conseils et de la formation. ■



Independencia.
Participants au projet.

Municipalidad de Valparaíso: «Observatoire latino-américain de la sécurité citoyenne»

Alors que la phase de coordination du réseau thématique sur la sécurité citoyenne a officiellement pris fin il y a presque un an, la municipalité de Valparaíso poursuit ses efforts pour coordonner le travail mené par les collectivités locales et assurer la sécurité de leurs citoyens, cette fois par l'entremise d'un Observatoire latino-américain de la sécurité citoyenne.

Cette action vise à promouvoir des objectifs similaires à ceux du Réseau 14 grâce à la création d'un organisme permettant de prolonger les activités entreprises et les bonnes pratiques élaborées, tout en maintenant une coordination et une communication constantes entre les différents partenaires latino-américains; il fera ainsi office de canal de communication permanente avec les partenaires européens.

L'idée maîtresse est de continuer à contribuer au perfectionnement des politiques publiques en consolidant les liens de collaboration et l'échange des expériences entre les deux continents, et créer ainsi un espace latino-américain dans lequel les collectivités locales se réunissent pour améliorer la connaissance, l'échange et la définition des politiques en la matière.

L'objectif poursuivi est de renforcer les politiques locales de sécurité citoyenne en instaurant et en consolidant un observatoire capable de systématiser les informations relatives à la sécurité, de dresser des diagnostics locaux de sécurité, d'organiser des programmes communs de formation et de collaborer à l'échange d'expériences prometteuses et efficaces.

Le but est, premièrement, d'assurer la continuité dans l'un des domaines les plus importants pour le fonctionnement du réseau: la concrétisation des contacts et des liens générés entre les villes partenaires, notamment pour la poursuite des objectifs communs, ce qui permettra de créer une banque d'actions et de bonnes pratiques entre les villes participantes, et, deuxièmement, de résoudre l'un des prin-

cipaux problèmes relevés dans les projets de collaboration entre les collectivités locales d'Europe et d'Amérique latine au cours des trois années de fonctionnement du Réseau 14, à savoir l'absence d'un diagnostic sur la sécurité en Amérique latine et d'une méthodologie d'interprétation commune de la problématique.

L'action entreprise permettra de progresser et de renforcer l'échange permanent et durable d'expériences entre les collectivités locales. Pour ce faire, il conviendra de concevoir et de définir un cadre méthodologique commun pour décrire l'état de la sécurité citoyenne au niveau local, mettre au point une base de données conjointe relative aux matières délictueuses et élaborer un système d'inventaire des bonnes pratiques.

L'observatoire souhaite ainsi devenir une instance chargée de recueillir et d'homologuer les informations disponibles dans la région concernant les délits, les violences et le sentiment d'insécurité, ce qui en ferait un outil unique d'enregistrement et d'analyse du comportement régional en la matière.

L'observatoire comptera sur la participation des villes de Quito, de Buenos Aires, de Santa Tecla, de Barcelona et de la province de Padoue. L'un des principaux objectifs du projet est cependant d'attirer

de nouveaux partenaires. C'est pourquoi il est envisagé de créer et de mettre au point une institution chargée de la thématique, elle aura pour tâche l'organisation de conventions entre l'observatoire et différents organismes publics ou privés, afin de trouver de nouvelles sources de financement et assurer la continuité du projet.

Le projet prévoit également la mise en œuvre d'un plan pilote de prévention de la criminalité dans les centres historiques, qui mettra l'accent sur la capacité des collectivités locales en matière de prévention des délits. Ce plan, qui sera développé dans le centre historique de la ville de Valparaíso, permettra de mener à bien des initiatives de prévention au niveau local dans des espaces considérés comme à haut risque et où les interventions liées à la sécurité sont peu nombreuses.

Le plan pilote vise à mettre sur pied un plan local de promotion de la sécurité citoyenne dans les centres historiques, étant donné que les villes résultent de l'interaction entre les citoyens et leur environnement. Dans cette optique, le plan conjugue deux idées: la nécessité de voir les collectivités locales promouvoir la sécurité citoyenne et l'appropriation de la ville et de l'espace par les citoyens comme instruments clés de lutte contre l'insécurité, de promotion de la participation et de création du sentiment d'appartenance. ■



Valparaíso. Vue de la ville.

AYUNTAMIENTO DE MÁLAGA – MUNICIPALIDAD DE VALPARAÍSO

Le Centre de documentation du programme URB-AL: la grande bibliothèque du savoir urbain



Inauguration du II Cours de formation du CDPU: Marie Tilburck, gestionnaire du CDPU à EuropeAid; Pedro Martínez Vargas, Chef de la Coopération à la Délégation de la CE au Chili; Aldo Cornejo, Maire de Valparaíso; Pedro Marín, Coordinateur général du CDPU; Gustavo Paulsen, Coordinateur du CDPU en AL et María del Huerto Romero, Responsable du guide pratique présenté pendant le cours.

En 1995, la Commission européenne a lancé le programme URB-AL, une initiative communautaire qui visait à créer des liens de collaboration durables et stables entre les villes européennes et latino-américaines. Plus de dix ans après le lancement du premier réseau, le programme est un succès, comme le démontre la participation de près de 2 500 villes, collectivités locales ou associations de citoyens aux 13 réseaux thématiques qui ont organisé près de 40 réunions internationales auxquelles ont assisté plus de 10 000 participants. Toutes ces actions de coopération multilatérale entre différents acteurs des deux continents ont abouti à l'élaboration de 188 projets communs.

L'ensemble des informations et des connaissances générées par URB-AL est disponible grâce au Centre de documentation du programme URB-AL (CDPU).

Le CDPU a entamé ses activités en avril 2005 dans le but de devenir un centre de

rassemblement et de diffusion des bonnes pratiques d'URB-AL. Son travail repose sur une triple stratégie: rassembler, centraliser et systématiser toute la documentation et tous les projets communs approuvés; maintenir une stratégie d'aide et de conseil aux gestionnaires des projets en cours; et relever et diffuser les bonnes pratiques ressortant de ces projets par l'intermédiaire d'un manuel et lors de la conférence de clôture.

Le site Web du CDPU (www.centrourbal.com) met à la disposition des utilisateurs, au moyen d'un moteur de recherche multivariable, une excellente base de données des bonnes pratiques utiles pour résoudre des problèmes urbains communs concernant la cohésion sociale, la configuration urbaine, le développement local, le tourisme, les ressources naturelles, les déchets, la gouvernance, la sécurité, la société de l'information, etc.

Le siège central du Centre de documentation du programme URB-AL se trouve à Málaga (Espagne), dans les installations de l'Observatoire de l'environnement urbain (Observatorio de Medio Ambiente Urbano). Le CDPU dispose également d'un siège en Amérique du Sud, à Valparaíso (Chili). Les villes de Málaga et de Valparaíso ont créé un consortium qui jouit du soutien de l'Universidad de

Málaga (Espagne), de la Corporación de Justicia y Democracia (Chili) et du Centro Iberoamericano de Desarrollo Estratégico Urbano (CIDEU).

Dans le programme des activités de soutien méthodologique développé par le Centre de documentation du programme URB-AL, la ville de Valparaíso a été retenue pour l'organisation du 2e cours de formation sur les «normes et procédures pour l'exécution de projets communs du programme URB-AL». Le cours a eu lieu du 25 au 27 octobre 2006.

Ont assisté à la cérémonie inaugurale le Maire de Valparaíso, Aldo Cornejo, la représentante de la Commission européenne, Marie Tilburck, le coordinateur général du CDPU, Pedro Marín, le premier conseiller et Chef de Délégation de la CE au Chili, Pedro Martínez-Vargas, et le coordinateur du CDPU - Antenne Amérique latine, Gustavo Paulsen.

Le cours avait pour objectif de proposer les outils méthodologiques et les techniques utiles aux gestionnaires de projets communs des différents réseaux URB-AL sélectionnés lors des deux dernières réunions du programme organisées en octobre 2005 et avril 2006. Cette édition a compté sur la participation de 28 coordinateurs et gestionnaires techniques provenant de diverses municipalités du Danemark, d'Espagne, d'Italie, du Pérou, d'Uruguay, du Chili, du Brésil et d'Équateur.

Le cours est basé sur le guide pratique des normes et procédures pour l'exécution de projets communs A et B du programme URB-AL, publié par le Centre de documentation du programme URB-AL et disponible sur le site Web.

Le CDPU compte organiser la conférence sur les bonnes pratiques du programme URB-AL à Málaga les 18 et 19 octobre 2007. ■

DIPUTACIÓN DE BARCELONA – INTENDENCIA MUNICIPAL DE MONTEVIDEO

Les résultats de l'Observatoire de la coopération décentralisée locale UE-AL

L'OCD, projet coordonné par la Diputación de Barcelona et dont le consortium est composé de l'Intendencia Municipal de Montevideo, FUNPADEM (Costa Rica), l'Universidad de la República de Uruguay et la Fundación CIDOB (Espagne), poursuit un triple objectif: étudier et diffuser le phénomène de la coopération décentralisée parmi les collectivités locales de l'UE et d'Amérique latine; offrir des services et des ressources aux municipalités et territoires des deux régions qui souhaitent coopérer entre eux et agir sur les pratiques actuelles de coopération décentralisée afin d'en améliorer la qualité et de renforcer les relations d'association.

Les résultats obtenus à ce jour, après à peine deux années d'existence, sont remarquables:

Informations générales sur la coopération décentralisée et la diffusion du phénomène

Une base de données contenant déjà plus de 1 200 relations nouées entre les collectivités locales des deux régions, ainsi que leur participation à des réseaux a été créée. À partir des informations recueillies, la carte de ces relations a été dressée pour la première fois, ce qui permet de donner plus de visibilité au phénomène de la coopération décentralisée. Ces informations sont communiquées à l'ensemble des acteurs par l'entremise de publications et lors de la participation de l'OCD à des forums et des journées spécifiques.

L'une de ces ressources est l'offre de formations s'adressant aux techniciens et élus. Sur la base des pratiques et des réflexions de l'OCD, deux cours en classe (60 participants) et une édition en espagnol du cours en ligne (50 élèves) ont été organisés. La seconde édition, en anglais, concerne 60 élèves.

Le centre de ressources proposera bientôt davantage d'outils très utiles, notamment une banque d'expériences sélectionnées et divers instruments méthodologiques, comme un manuel pratique sur les démarches à suivre pour «internationaliser» la ville, un guide sur les cadres institutionnels et compétitifs ou un guide sur le financement.

Un autre service fourni aux collectivités locales est le bulletin thématique trimestriel d'informations sur la coopération décentralisée UE-AL, diffusé auprès d'environ 3 500 personnes au niveau local.

collectivités locales puissent échanger et confronter leurs expériences. Dans cette perspective, Montevideo a accueilli l'année dernière la première conférence annuelle de l'OCD. Un débat en ligne sur des thèmes liés aux tâches de l'OCD (évolution de la coopération décentralisée, modèles et types de coopération, contenu des actions, etc.) a également été ouvert. Enfin, pour stimuler la recherche appliquée, l'OCD a décerné, pour la première fois, le prix de la recherche.

Répercussions sur les processus et programmes nationaux et régionaux

Grâce à toutes ces activités, l'OCD contribue à la réflexion et son action sur l'amélioration de la qualité et la consolidation de la coopération décentralisée UE-AL commence à se faire sentir.

Il fait déjà figure d'acteur important dans le cadre de la coopération décentralisée, il a participé activement – comme support technique – à différents processus auxquels participent les acteurs locaux des deux régions (premier Forum ibéro-américain des maires, préparatifs techniques en vue du prochain Forum euro-latino-américain des collectivités locales, etc.) et a contribué à la rédaction des rapports élaborés par diverses institutions (Comité des régions, Parlement européen, etc.) sur le rôle des organes locaux dans le développement et la coopération.

Parallèlement, les utilisateurs finaux – municipalités et régions – prennent peu à peu connaissance de l'OCD, à mesure que sont diffusés les ressources et les services offerts par ce dernier. Cet impact sur le monde local met en relief la pertinence et les capacités de l'OCD. ■



OCD. Couverture de l'Annuaire.

Services et ressources destinés aux collectivités locales

Un centre de ressources en ligne a été créé (<http://www.observ-ocd.org>), il propose des services, des informations et des ressources aux villes et régions qui souhaitent instaurer ou développer leur propre coopération décentralisée.

Débats et répercussions sur la coopération décentralisée

Toute une série de publications spécialisées est distribuée dans les deux régions: l'annuaire, la revue Observa, des études sur la coopération décentralisée, ...

Parallèlement aux activités de recherche, des lieux de débats ont vu le jour pour que les experts et les responsables des

PROJETS

Plus de 135 projets communs ont conclu leurs activités dans le cadre des 13 réseaux des première et seconde phases du Programme.

On compte déjà plus de 135 projets d'échanges d'expériences ayant achevé leurs activités dans le cadre des réseaux des deux phases, parmi lesquels 12 projets de type B.

Au cours du second semestre 2006 et les 3 premiers mois de 2007, 23 projets communs sont arrivés au terme de leurs activités.

| Coordinateur | Pays | N° du projet | Titre du projet |
|--|------|-------------------|--|
| Prefeitura de São Paulo | BR | R7-A3-03 | O acesso ao solo e habitação social em cidades grandes de regiões metropolitanas da América latina e Europa |
| Intendencia de Rosario | AR | R7-B1-03 | IRosario SUMA: Una Solución Urbana desde una Mirada Alternativa |
| Landeshauptstadt Stuttgart | AL | R8-B2-03 | MOVI-MAN |
| Provincia di Treviso | IT | R8-B2-04 | OROS: Observatory for Road Safety |
| Ayuntamiento de Madrid | ES | R9-A3-04 | Guía de buenas prácticas en la gestión financiera local |
| Ayuntamiento de Córdoba | ES | R9-A4-04 | Particip@ndo en la gobernabilidad local: impacto de los presupuestos participativos en la administración pública local |
| Comune di Venezia | IT | R9-A5-04 | El presupuesto participativo como instrumento de lucha contra la exclusión social y territorial |
| Prefeitura de Belo Horizonte | BR | R9-A6-04 | Instrumentos de articulação entre planejamento territorial e orçamento participativo |
| Ayuntamiento de Lloret de Mar | ES | R10-A5-04 | Estrategias integradas para reducir la exclusión social entre la población joven y adulta mayor de 45 años, especialmente femenina, en el sector terciario |
| Ayuntamiento de Granada | ES | R10-A12-04 | Integración de los inmigrantes en la ciudad como forma |
| Prefeitura de Piracicaba | BR | R10-A17-04 | Políticas e ações municipais de segurança alimentar: realidade, limites e possibilidades da interstrialidade de combate de la pobreza |
| Municipalidad de Queretaro | MX | R10-A8-04 | Economía Solidaria: un sector en desarrollo |
| Ayuntamiento de Sant Boi de Llobregat | ES | R12-A3-04 | Formación de personal de municipios para utilizar los programas de cooperación internacional como herramienta de combate a la pobreza en sus proyectos locales |
| Diputación Provincial de Huelva | ES | R12-A13-04 | Promoción y capacitación políticas para mujeres |
| Comune di Latina | IT | R12-A2-05 | PRO-IGUAL |
| de Mujeres Solteras Jefes de Familia | IT | R12-A2-05 | Observatorio Internacional para los Derechos y las Oportunidades |
| Ayuntamiento de San Sebastián (Donostia) | ES | R13-A7-04 | Aproximar las TIC a los ciudadanos mediante el aprendizaje permanente |
| Municipalidad de Curuzú Cuatía | AR | R13-A10-04 | Observatorio participativo: de la e-exclusión a la e-inclusión |
| Comune di Segrate | IT | R13-A11-04 | Telemunicipio Saludable |
| Consell Comarcal del Maresme | ES | R13-A8-05 | Aplicación innovadora de las TICs en el desarrollo de territorios turísticos emergentes |
| Municipalidad de Maule | CL | R14-A3-04 | Disminución de la percepción de inseguridad (temor) de los habitantes de las comunas |
| Provincia di Padova | IT | R14-A4-04 | The impact of urban plan on the prevention of the crime |
| Prefeitura de Guarulhos | BR | R14-A6-04 | El protagonismo del gobierno local como articulador en la integración de políticas participativas de seguridad ciudadana |
| Regione Toscana | IT | R14-A2-05 | Consolidación de los gobiernos locales en seguridad ciudadana: formación y prácticas |

Vos interlocuteurs à la Commission

| | | | |
|-----------------------|--|-----------------|---|
| Coordinateur: | Vittorio TONUTTI | Adresse: | COMMISSION EUROPEENNE |
| Gestionnaires: | Miguel ROMERO Elisabetta LAZZARO Marie TILBURCK | | Office de coopération EuropeAid –Direction Amérique latine Unité «Opérations centralisées: Amérique latine» B2 Programme URB-AL – J54 4/38 B -1049 Bruselas (Belgica) |
| Secrétaire: | Carmen DURÁN | | Teléfono: (32 2) 295.20.24 – Fax: (32 2) 292.10.18 http://ec.europa.eu/comm/europeaid/projects/urbal/index_es.htm |

| DÉLÉGATIONS | PERSONNE DE CONTACT |
|----------------------------|---|
| Argentine | Constanza AJA ESPIL Tel. (5411) 4805-3759 Constanza.aja-espil@ec.europa.eu — http://www.delarg.ec.europa.eu |
| Bolivie | Ivo HOEFKENS Tel. (591-2) 278 22 44 Ivo.hoefkens@ec.europa.eu — http://www.delbol.ec.europa.eu |
| Brésil | Gabriela ANTUNES Tel. (55-61) 248 3122 — Fax (55-61) 248 07 00 Gabriela.antunes@ec.europa.eu — http://www.delbra.ec.europa.eu/ |
| Chili | Joachim ROTH Tel. (56-2) 335 24 50 Joachim.roth@ec.europa.eu — http://www.delchl.ec.europa.eu |
| Colombie | Gonzalo FOURNIER Tel. (57-1) 658-1150 Gonzalo.fournier@ec.europa.eu — http://www.delcol.ec.europa.eu |
| Cuba | Robert STEINLECHNER Tel. (53-7) 204-0327 Robert.steinlechner@ec.europa.eu — http://www.deldom.ec.europa.eu |
| Equateur | Roberto COGNO Tel. (593-2) 2523-912 Roberto.cogno@ec.europa.eu — http://www.delcol.ec.europa.eu |
| El Salvador | Martina HUBER Tel. (503) 2243-2424 — Fax (503) 2243-2525 Martina.huber@ec.europa.eu — http://www.delnic.ec.europa.eu |
| Guatemala | Carlos GONZÁLEZ Tel. (502) 2384-2500 Carlos.gonzalez@ec.europa.eu — http://www.delgtm.ec.europa.eu |
| Honduras | Vanesa VALLADARES Tel. (504) 231 19 65 — Fax (504) 239 99 94 Vanesa.valladares@ec.europa.eu — http://www.delnic.ec.europa.eu |
| Mexique | Aurélie PANCERA Tel. (52) 55 40 33 45 Aurelie.pancera@ec.europa.eu — http://www.delmex.ec.europa.eu/ |
| Nicaragua | Susana FERNÁNDEZ Tel. (505) 270 44 99 — Fax (505) 270 44 84 Susana.fernandez-rodriguez@ec.europa.eu — http://www.delnic.ec.europa.eu |
| Panama - Costa Rica | Maite MARTÍNEZ Tel. (507) 265-3223 (Panamá) y (506) 283-2959 (Costa Rica) Maite.martinez-pardo@ec.europa.eu — http://www.delcri.ec.europa.eu |
| Paraguay | Vera VALENTE Tel. (595-21) 20 60 69 — Fax (595-21) 21 39 75 Vera.valente@ec.europa.eu — http://www.delury.ec.europa.eu |
| Pérou | José Luis ARTEAGA CÉSPEDES Tel.(51-1) 212 11 35 Jose-luis.arteaga-cespedes@ec.europa.eu — http://www.delper.ec.europa.eu |
| Uruguay | Natividad Lorenzo Tel. (598-2) 19 44 01 26 natividad.lorenzo-sanmartin@ec.europa.eu — http://www.delury.ec.europa.eu |
| Venezuela | Jean-Charles FIEHRER Tel. (58-212) 991 51 33 Jean-charles.fiehrer@ec.europa.eu — http://www.delven.ec.europa.eu |

Vos interlocuteurs dans les réseaux

RÉSEAU N° 9

Financement local et budget participatif

Coordination: Prefeitura Municipal de Porto Alegre
 Contact: Clóvis Magalhães
 Adresse: Programa URB-AL Rede 9
 Siqueira Campos 1300 – Sala 609
 CEP 90010-907 - Porto Alegre – RS
 Brasil
 Tél.: 55 51 3289 3442
 Fax: 55 51 3289 1359
 E-Mail: Urbal9@gpo.prefpoa.com.br –
portella@gpo.prefpoa.com.br
 @: www.portoalegre.rs.gov.br/URBAL/

RÉSEAU N° 10

Lutte contre la pauvreté urbaine

Coordination: Prefeitura Municipal de São Paulo
 Contact: Sara Garcia Martins (coordinatrice adjointe)
 Secretaria Municipal de Relações Internacionais
 Adresse: Programa URB-AL Rede 10
 Palácio Anhangabaú - Viaduto do Chá, 15 -
 7o andar
 CEP 01002-020 - São Paulo-SP
 Brasil
 Tél.: 55 11 3107 0318 / 3113 8554
 Fax: 55 11 3113 8526
 E-Mail: saramartins@prefeitura.sp.gov.br
 @: [www.prefeitura.sp.gov.br/secretarias/relacoes_](http://www.prefeitura.sp.gov.br/secretarias/relacoes_internacionais)
[internacionais](http://www.portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal)
www.portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal

RÉSEAU N° 12

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Coordination: Diputación Provincial de Barcelona
 Contact: Elisabeth Maluquer
 Gabinet de Relacions Internacionals
 Adresse: Còrcega 300, ppal. 1ª
 E-08008 Barcelona
 España
 Tél.: 34 93 4022055
 Fax: 34 93 4022473
 E-Mail: maluquerme@diba.es
 @: www.diba.es/urbal12

RÉSEAU N° 13

Ville et société de l'information

Coordination: Freie Hansestadt Bremen
 Contact: Claire Klindt
 Adresse: Office Network 13
 Kreuzstrasse 72
 D-28203 Bremen
 Alemania
 Tél.: 49 421 369540
 Fax: 49 421 3695 425
 E-Mail: claire@whitebalance.de
 @: www.bremen.de/urb-al/

RÉSEAU N° 14

Sécurité citoyenne dans la ville

Coordination: Municipalidad de Valparaíso
 Contact: Gustavo Paulsen
 Adresse: Programa URB-AL Red 14
 Blanco 1663 – Oficina 1002
 Valparaíso
 Chile
 Tél.: 56 32 939 571
 Fax: 56 32 939 572
 E-Mail: red14@urbalvalparaiso.cl
 @: www.urbalvalparaiso.cl

Observatoire de la Coopération Décentralisée Locale UE – AL

Coordination: Diputación de Barcelona
 Contact: Agustí Fernández de Losada Passols
 Adresse: Còrcega 300, ppal. 1ª
 E-08008 Barcelona
 España
 Tél.: 34 93 402 20 55
 Fax: 34 93 402 24 73
 E-Mail: ocd.bcn@diba.es
 @: www.observ-ocd.org

Centre de Documentation du Programme URB-AL

Coordination: Ayuntamiento de Málaga
 Contact: Pedro Marín Cots
 Adresse: Plaza de la Alcazaba s/n
 Ed. Aparcamientos
 E-29012 Málaga
 España
 Tél.: 34 952602777
 Fax.: 34 952223092
 E-Mail: info@omau-malaga.com
 @: www.centrourbal.com



Office des publications

Publications.europa.eu

KQ-AB-07-024-FR-C

